

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21933 - 81ÈME ANNÉE

Naïma Moutchou, nouvelle ministre française des Outre-mer, en visite à La Réunion

Une présidence française mal venue pour la Conférence de Coopération Régionale pour l'Océan Indien



La présidence de la Conférence de Coopération Régionale pour l'océan Indien par la ministre française des Outre-mer relance le débat sur la représentation diplomatique de La Réunion. Alors que l'île possède des personnes capables d'assumer une telle responsabilité, Paris continue de parler en notre nom, dans un silence quasi total des élus locaux. Dans un contexte de coupes annoncées et de dépendance persistante, la question de l'aliénation reste plus que jamais posée.

La visite de la nouvelle ministre française des Outre-mer, Naïma Moutchou, ce jeudi 27 novembre à La Réunion pour une tournée officielle de deux jours suscite déjà de vives interrogations. Appelée à présider la Conférence de Coopération Régionale pour l'Océan Indien (CCROI), la ministre devrait ouvrir et conclure les travaux de cette instance censée renforcer les liens entre La Réunion et ses voisins naturels : Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles. Le précédent du G20

Cette prise de contrôle politique venue de Paris relance un débat ancien : pourquoi l'État français prend-il systématiquement la parole au nom de La Réunion dans les espaces internationaux qui concernent directement l'île ? Et pourquoi la classe politique locale demeure-t-elle, encore une fois, presque silencieuse ?

Le précédent du G20 a laissé un goût amer : alors que La Réunion se revendique partie prenante du Sud global, c'est le président français qui y a parlé en son nom, confortant l'image d'un territoire encore dépendant, hébergeant gratuitement une des dernières bases militaires françaises en Afrique. Aujourd'hui, avec la CCROI, le scénario se répète.

L'absence de réaction interrogée

Pendant que certains élus s'agitent autour d'une polémique sur une offre d'emploi supposément discriminante car la surrémunération ne serait pas versée à un indigène mais à un migrant, la question plus fondamentale — la représentation de La Réunion — semble laissée de côté. Or personne ne doute que l'île compte des experts, universitaires et professionnels rompus aux enjeux régionaux, capables de présider une conférence internationale la concernant au premier chef. Pourquoi ne sont-ils jamais placés en position d'agir ?

Cette absence de réaction interrogée. Crainte de froisser Paris ? Dépendance financière à Paris ? Habitude de renoncer ? Certains y voient le signe d'une aliénation politique qui aurait franchi un seuil inquiétant.

La France ne se situe pas dans l'océan Indien

Un simple rappel suffit pourtant à mettre le débat en perspective : la France est un pays européen, bordé par des mers qui ne sont pas l'océan Indien. Elle ne partage ni l'histoire géopolitique, ni les dynamiques insulaires et régionales que La Réunion vit au quotidien. Dans les conférences transatlantiques, personne n'imagine qu'un Réunionnais parle au nom de la France ; pourquoi l'inverse serait-il normal ?

Tous les États représentés à la CCROI ont en commun une histoire de colonisation française, à l'exception... de la France elle-même. Ce déséquilibre historique ajoute une dimension symbolique lourde à la présidence imposée depuis Paris.

Pénuries d'emplois et de logements : L'ambassadrice de Paris doit rendre des comptes ici

Si une ministre se déplace à La Réunion, la priorité de l'ambassadrice de Paris devrait être de répondre sur les enjeux immédiats qui touchent la population : pénuries d'emplois, et de logement, la vie chère causée par la surrémunération versée par Paris. Surtout à l'heure où l'État n'a toujours pas adopté son budget et où les signaux envoyés depuis Paris évoquent des coupes massives dans les transferts publics. Le temps de l'argent facile semble révolu ; l'objectif, désormais, serait de maintenir la base militaire à moindre coût.

Face à ces évolutions, il est urgent que les élus retrouvent leur rôle : questionner, exiger des comptes, défendre la capacité des Réunionnais à se représenter eux-mêmes. Relancer la lutte contre l'aliénation passe d'abord par la reconquête d'une voix diplomatique propre — au moins dans les espaces qui concernent directement l'île et son avenir régional.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Le Québec resserre ses règles d'immigration : une porte se referme pour la jeunesse réunionnaise

Le durcissement des règles d'immigration au Québec, dont la fin du PEQ et les nouvelles exigences linguistiques, ferme une voie majeure de mobilité pour les jeunes Réunionnais frappés par un chômage massif. Privés d'un exutoire professionnel, ils se retrouvent davantage contraints au chômage, à des emplois sous-payés, à la pauvreté, accentuant assistance, légitime sentiment de révolte et manque de perspectives autre que la lutte pour mettre fin au système néocolonial. Cette fermeture d'une destination clé oblige La Réunion à s'interroger sur sa propre capacité à offrir un avenir à sa jeunesse.

Entre 2023 et 2025, le Québec a profondément remanié sa politique migratoire. Le Règlement sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2.1, r.3) a été modifié à plusieurs reprises pour réduire l'immigration économique et l'accueil de travailleurs temporaires. La suppression annoncée du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) en 2025 et la mise en place d'un Programme de sélection des travailleurs qualifiés (PSTQ) plus exigeant constituent un tournant majeur. Depuis le 19 novembre 2025, une nouvelle règle impose aussi aux travailleurs étrangers temporaires trois ans présents au Québec de justifier d'un niveau 4 de français oral sur l'Échelle québécoise pour renouveler un CAQ, renforçant encore la sélection linguistique.

Migrer au Québec, alternative au chômage à La Réunion

Ces resserrements ne sont pas sans conséquences pour La Réunion, où la jeunesse fait face à une situation sociale alarmante. En 2024, seulement 52 % des 15-64 ans sont en emploi, contre 69 % en moyenne française selon l'INSEE. Le taux de chômage des jeunes, c'est à dire les moins de 25 ans, sortis de l'école est supérieur à 50 % depuis des années. Le phénomène des « NEET » — jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation — concerne 24 % de cette classe d'âge, soit presque deux fois qu'en France (Insee, BNSP). Même si l'apprentissage et l'auto-entrepreneuriat progressent, ces améliorations restent trop faibles pour absorber une demande massive.

Dans ce contexte, le Québec représentait depuis des années un exutoire décisif pour nombre de jeunes Réunionnais. Francophone, attractif et doté de programmes favorables, il offrait une perspective d'études, d'emplois qualifiés et, pour certains, d'installation durable. Les recherches, notamment Étudier et vivre au

Québec – le cas des jeunes étudiants réunionnais, montrent que beaucoup y trouvaient une chance réelle d'ascension sociale et professionnelle.

Un bon niveau en langue française exigé pour vivre au Québec

La fermeture progressive de ces voies rebat durement les cartes. La disparition du PEQ, les nouvelles exigences linguistiques et le PSTQ plus sélectif risquent d'exclure des jeunes qui voyaient au Québec leur seule opportunité d'insertion. Leurs projets peuvent être retardés, fragilisés ou annulés.

Hausse du chômage des jeunes à La Réunion

Les effets collatéraux pour La Réunion pourraient être considérables. La réduction des départs alimente mécaniquement un chômage local déjà structurel, accroît la frustration d'une génération qui se sent enfermée dans un territoire aux débouchés limités. Elle peut aussi accentuer la pression sur les collectivités, dans un contexte où les ressources publiques sont contraintes.

Cette fermeture d'une destination clé oblige La Réunion à s'interroger sur sa propre capacité à offrir un avenir à sa jeunesse. Renforcer l'accès à l'emploi, investir dans des secteurs porteurs et créer de véritables perspectives locales deviennent des urgences absolues. Faute d'alternative crédible, une génération entière risque de voir s'éloigner ses perspectives d'émancipation.

M.M.

Oté

La franss lé paré pou la guèr ? I mank pa in bouton la vest bann solda

Mézami dann péi i apèl La Franss, mwin néna konm li prèssion néna in bann alimèr la guèr. Antouléka sé linprèssyon mwin néna, à suiv sak zot i di, épi sak zot i fé kant mèm in pé...

Dan la somenn in sè léta-mazor la parti fèr in diskour pou soulèv inlyèv-antouléka mi panss sé sak li la fé-kan li la di bann franssé la pa anvè pèrde zot bann zanfan... Mi koné pa si zot la déza vi demoune i yèm pèrde zot zanfan, antouléka mwin pèrsonèlman mwin la zamé antann demoune ni dir, ni souète in n'afèr konmsa.

Si zot la déza antann sa sé ké ni frékante pa lo mèm moune antouléka kké Macron, sa lé sir é sèrtin. A ! biensir si ba, nai frékante demoune i gingn zot milyar dann la vante bann zarm i étonéré pa mwin ké banna i panss zanfan lé z'ot i doi mor dan la guèr é anliss zot i doizète kontan dsa.

Lé vré, néna in patoi i di, sak i vé la pé i prépar la guèr, mé la nou lé loinn dsa. Nou néna afèr avèk in bann i vé prépar la guèr pou gonf zot pla é la guèr zot i anonss v'ariv par-la l'ané 2030 ; toute fasson bann kapitaliss la guèr la touzour vouli ramass larzan é pa plisské sa.

Astèr par rapor l'outre-mèr fitintan l'avé in tour oméga laba SIN-Pol ziss de koi atir la guèr nikléèr dsi nout péi. Astèr i anonss anou in baz miltèr avèk sink sand solda pou komanssé é ni koné pal o rèst... Olèrk rode in vré plan pou la pé dsi la tèr é issi galman.

Akoz prézidan-la i parl pan ou plito l'osséan indien zone de pé ? Akoz li parl pa nou dévlopman, otonomi alimantèr, é toute sak in pèp normal dann in péi normal i vé. Mé pou sak i koné pa bien listoir La Franss mi rapèl azot l'ané 1870 lo miniss la Guèr l'avé di i mank pa in sèl bouton dsi la vèst bann solda é lo rézilta zot i koné ;

A bon antandèr salu !

Justin